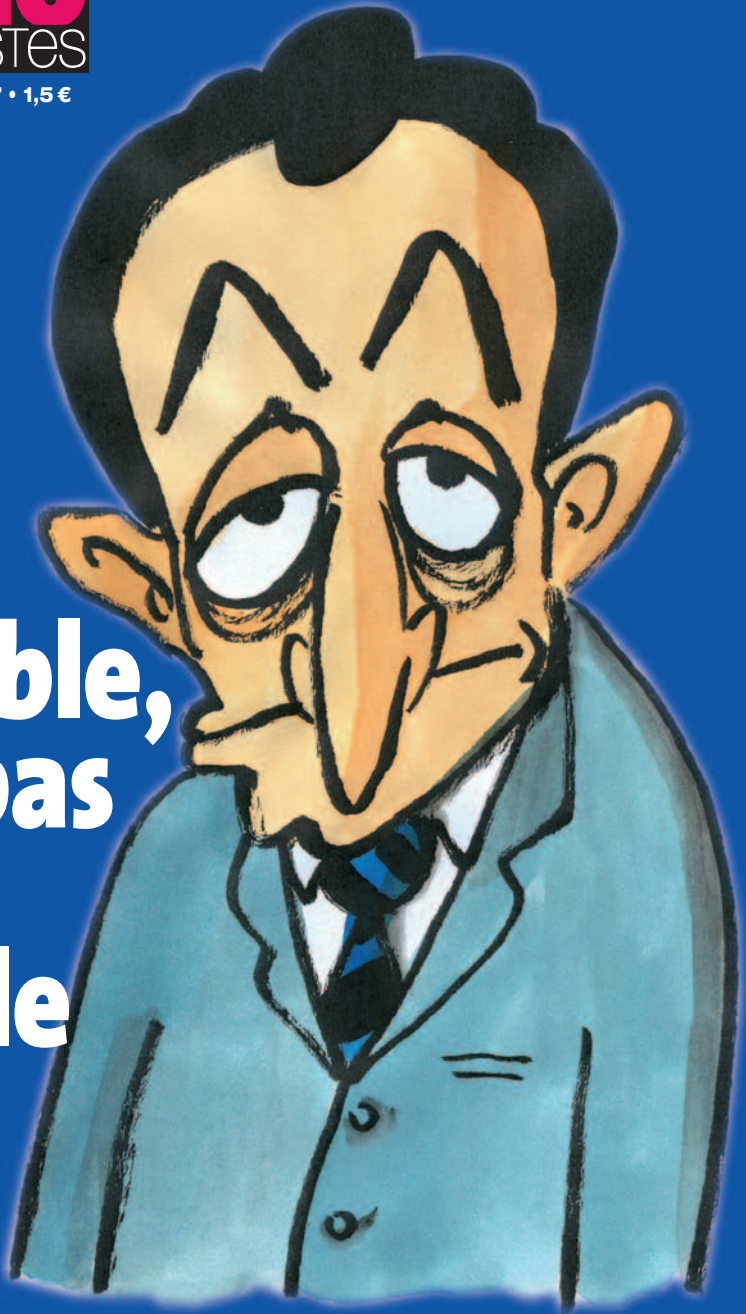


L'hebdo

DES SOCIALISTES

N° 445 • Samedi 28 avril 2007 • 1,5 €

**Ensemble,
ça va pas
être
possible**



**Roman d'horreur :
les six premiers mois de Sarkozy**

Jul-

6 mai 2007 ■ LA FRANCE D'APRÈS AVEC NICOLAS SARKOZY

Ensemble, ça va pas être possible

Récit d'horreur

Le 6 mai, vous avez le pouvoir de faire en sorte que ces lignes demeurent une pure fiction

Évidemment, *Sarkozy président*, c'est une fiction. « Ensemble, ça va pas être possible » proclame la couverture de cet *Hebdo* de l'entre-deux tours. À tous ceux de vos proches ou amis qui ne seraient pas encore convaincus de voter Ségolène Royal, vous pouvez faire lire cette nouvelle. Il s'agit d'une œuvre de pure fiction. Toutefois, l'imagination de l'auteur n'a guère été mobilisée : les pratiques autocratiques de Nicolas Sarkozy, ses projets alarmants, ses déclarations tonitruantes sont une source quasi inépuisable pour le narrateur... Il n'est jamais besoin de caricaturer Nicolas Sarkozy pour inquiéter. Il se suffit à lui-même. Une seule chose est absolument fausse et elle doit le rester. Nicolas Sarkozy ne peut pas devenir président de la République le 6 mai prochain.

■
2

PORT DU "R" OBLIGATOIRE POUR
TOUTES LES RACAIÛES



Le 6 mai, faites que ces lignes demeurent une fiction

7 mai 2007

Je suis crevé. Pas dormi. Toute la nuit, mon fils malade... Comme le 21 avril 2002. Comme si je lui transmettais mes angoisses... Sarkozy vient d'emporter l'élection présidentielle. Je n'ai pas réussi à relativiser.

Café noir. Je dépose le p'tit à l'école. Il donne l'impression d'avoir récupéré. Pas moi. Ma tête de déterré se reflète dans la vitre du RER. Autour de moi, la banlieue défile. Marne-la-Vallée, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne... Changement gare de Lyon.

Les passagers ont les yeux lacés à leurs chaussures. Le dos plus voûté qu'à l'habitude. Silence dans les rames. Mais où sont-ils les électeurs de Sarko ? Ils ne doivent pas vivre sous terre. Ou peut-être qu'ils doutent déjà de leur propre vote...

8 mai

Les télégrammes de félicitations se sont accumulés à la permanence du nouveau chef de l'État. « Chef de l'État »... Tu te rends compte ? Au milieu des communiqués de circonstance, quelques hommages appuyés et amicaux signés Berlusconi, Aznar, Barroso... Moi, je reçois des SMS. Désespérés. Désespérants. « Putain cinq ans ! »

10 mai

Il a le sens des symboles le nouveau président. Choisir le 10 mai pour annoncer l'identité de son Premier ministre ! Pour rien au monde, il ne raterait une provocation.

Cela faisait quatre jours qu'il n'occu-

L'immigration bouc émissaire

Au-delà de sa proposition de ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration, Nicolas Sarkozy s'attaque aux mesures qui améliorent les conditions de vie des immigrés. L'objectif, selon Malek Boutih, secrétaire national en charge des questions de société : obtenir des travailleurs précarisés, clandestins, corvéables à merci.

Que penser de la proposition de Nicolas Sarkozy de modifier et de durcir le regroupement familial ?

Elle révèle le vrai fond de sa pensée. Sarkozy n'est pas contre l'immigration. Il est contre le fait que les immigrés aient des droits. Par contre, les sans-papiers qui travaillent dans la clandestinité sur le sol français ne le gênent pas du tout, au contraire. Il s'en prend donc au regroupement familial. Il faudra remettre en cause un ensemble de textes. Les femmes

sont les principales concernées par cette mesure. Et elle seront les premières à pâtir de cette proposition. Le message adressé par Sarkozy est de perpétuer la situation d'immigrés sans droits et sans familles. C'est une vision quasi esclavagiste de l'immigration. Ça ne règlera évidemment aucun problème en matière de ghettos, de dérégulation économique ou de dumping salarial. Mais il ne faudrait surtout pas toucher au trésor de main-d'œuvre que sont les immigrés illégaux pour le patronat !

Il précise qu'il faudra savoir parler quelques bribes de français avant même d'arriver en France...

On est dans le grand n'importe quoi. Quiconque connaît la situation de l'immigration sait qu'elle vient principalement de pays francophones, anciennement colonisés par la France. C'est un imaginaire dont il parle. Car on n'imagine pas qu'il va bloquer l'immigration chinoise. Avec les immigrés, il veut le beurre et l'argent du beurre. Tout en faisant les boucs émissaires de tous les problèmes en France, l'objectif est de les fragiliser pour qu'ils baissent la tête et retournent à un statut de clandestins cachés et exploités.

Propos recueillis par Fanny Costes

6 mai 2007 ■ LA FRANCE D'APRÈS AVEC NICOLAS SARKOZY

pait plus la télé. Une éternité. Comment a-t-il pu résister devant tous ces micros ouverts ? Maintenant il nous regarde. Sur le plateau, il sourit. D'une oreille à l'autre. Il a l'air content, surtout de lui-même.

Dans le *Canard* – pas encore enchaîné – d'hier : « Nicolas Sarkozy n'a pas besoin d'euphorisants. Tous ses visiteurs décrivent un président en verve : « Je les ai tous niqués ! Niqués ! Chirac est mort, Villepin je vais le pendre moi-même au croc d'un boucher, Bayrou je viens d'offrir une boîte de clous pour sa crucifixion. Quant à MAM, je vais l'humilier en lui proposant un sous-ministère ». La gauche n'est pas épargnée : « Les socialistes ? Pas besoin de les taper. Je les connais. Ils vont s'entretuer pendant dix congrès pour déterminer les raisons de leur défaite. Je suis là pour vingt ans » !

17 mai

Le secrétaire général de l'Élysée est sur le perron pour annoncer le nouveau gouvernement. Et moi, je suis encore coincé dans le RER. Dans la rame, il y a un passager qui a été plus prévoyant que moi. Il a l'oreille vissée à un vieux transistor. Je ne comprends pas tout. Un nom que j'attrape... celui du Premier ministre... François Fillon. Je saisis encore que nous avons échappé à Balkany à la Justice, mais pas à Estrosi au nouveau ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale...

23 mai

Assemblée nationale. François Fillon, mèche plaquée désormais, récite son discours de politique générale. Triste et

sec, comme une blanquette sans sauce. Le porte-plume a dû changer. Oubliés Jaurès et Blum. La droite, rien que la droite...

20 heures. Borloo est envoyé dare-dare à l'antenne pour corriger le tir. C'est sa mission dans le gouvernement : mettre le carré de beurre dans les épinards. Il ne manque pas de charme : parler simple, gueule de gamin ridé, sourire affleurant. Pas suffisant pour nous rassurer.

29 mai

Je déjeune avec Manon, dans le X^e arrondissement. Comme à chaque fois qu'elle arrive de son boulot à Aulnay, elle est en retard. Le restau de la rue d'Enghien où nous mangeons est à deux pas de l'ancien siège de campagne de Sarko. Tout a

L'enseignement su



Le 6 mai, faites que ces lignes demeurent une fiction

été remballé. Les anciens clients ne sont pas revenus pour autant. Du coup, on a presque la salle pour nous tout seuls. Elle fait une drôle de tête... Elle a eu un entretien avec son boss :

– Je voulais vous voir... pour travailler plus. Faire des heures sup, quoi...

– quelles heures sup ?

– Ben... je voudrais gagner plus !

Pour seule réponse, elle a eu le rire du taulier. Zéro perspective. Trente-cinq piges et déjà au taquet...

17 juin

Deuxième tour des élections législatives. Les Français ont commencé à comprendre. Pas encore assez pour priver le nouveau président d'une majorité. Mon ex-beau-père va pouvoir s'arsouil-

ler dans tous les rades du quartier pour fêter ça... Il y a des jours comme ça où je me dis que j'ai vraiment bien fait de divorcer. J'aurai pas à vivre ça : Georges beurré, carbonisé, déchiré... Tout ça au nom de l'ordre et à l'ombre de la croix de Lorraine !

Sans jouer les zombies-du-bar, je décalotte quand même une bouteille. Il faut bien essayer d'oublier quelques heures que Sarkozy dispose à présent d'un pouvoir illimité : institutions, médias, grand patronat... De toute façon, sobre ou pas, demain, j'aurai le casque.

1^{er} juillet

Session extraordinaire à l'Assemblée. « Extraordinaire », c'est le mot juridique qu'ils utilisent à la télé. C'est pas moi

Enseignement supérieur : juste une valeur marchande

Pour Yves Durand, secrétaire national PS en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, c'est bien l'inégalité des chances que promeut le candidat de droite dans son projet de réforme des universités.

En proposant un nouveau statut pour les universités, Nicolas Sarkozy impose leur mise en concurrence « L'état des universités est déplorable tant sur le plan matériel qu'en ce qui concerne l'égalité des chances entre les étudiants », constate Yves Durand. Une réforme apparaît donc essentielle. Mais attention, pas n'importe laquelle.

Il ne faudrait surtout pas brader l'enseignement supérieur sous prétexte

que nos universités n'apparaissent qu'à la cinquantième place dans les classements internationaux.

« Libérer nos universités du carcan administratif », « la liberté de recrutement des enseignants », « imposer en fin de premier semestre une réorientation aux étudiants dont les résultats seraient insuffisants » : voilà les mesures phares de la réforme avancée par Sarkozy.

Pour le secrétaire national PS en charge de l'enseignement supérieur, cette réforme s'avérerait dramatique : « Nicolas Sarkozy est pour la sélection et pour l'autonomie totale des universités. En fait, il est favorable à une mise en concurrence qui irait beaucoup plus loin que la simple autonomie. On aurait des universités plus riches et des universités avec moins de moyens. Il propose un sys-

tème à l'américaine. C'est l'inverse de notre conception de l'université. » L'université de Sarkozy conduirait la France sur les traces des universités anglo-saxonnes où l'accès dépend de quotas et de bourses, avec des coûts d'inscription exorbitants. Son idée n'aboutirait qu'à installer quelques universités privilégiées au rang des grandes écoles, au détriment de toutes les autres.

En revanche, aucun effort en termes de promotion sociale n'est envisagé. Au lieu de parler de « rupture » dans la gestion des universités, il serait plus judicieux de dire « démolition ». Voilà l'accès au savoir auquel voudrait nous faire rêver Sarkozy, où l'enseignement supérieur n'aurait plus qu'une valeur marchande et perdrait toute vocation humaniste.

Rosita Agnoly

qui le dis... Séances autour de la LNMSF. En français, ça veut dire « loi pour un nouveau modèle social français ». Tout un programme : limitation du droit de grève, contrat de travail unique sur le modèle du CPE... On avait été prévenus... Les syndicats s'indignent et se scandalisent. Sauf que les Français, eux, pschiiiiiiiit... Ils sont partis sur la route des vacances. Ils ne veulent plus entendre parler politique pendant au moins deux mois. Soleil et silence de plomb.

17 juillet

Manon n'est pas forcément à classer parmi les révolutionnaires. Elle serait plutôt du genre « aquaboniste ». Quand elle est arrivée, c'est tout juste si je l'ai reconnue... Les yeux rougis et les lèvres tordues par la colère.

Le fameux plan social de 10 000 salariés à PSA dont l'annonce n'a fait l'objet que de quelques toutes petites lignes pendant la campagne présidentielle, eh bien le voilà ! Ils vont tout bonnement fermer le site d'Aulnay. Sarkozy a renvoyé la responsabilité au marché. « Ce n'est pas le rôle de l'État de se mêler de ces questions. La stratégie industrielle des entreprises ne relève que d'elles. » Manon est licenciée.

3 août

Gouvernement et Parlement sont enfin partis se mettre au vert. Quinze jours sans Sarko. Drôle d'effet. D'un seul coup, l'atmosphère change. Comme un goût de permission.

Où est parti le couple présidentiel ? C'est pas que la question me taraude tant que ça, mais juste un peu de curiosité. Je me dis qu'ils sont peut-être chez

les Lagardère, les Bouygues ou les Dassault... Comme ça, ils peuvent réfléchir ensemble à la grille des programmes pour la rentrée... Est-ce qu'ils vont oser ? Après tout qu'est-ce qui peut les retenir maintenant ?

Côté France télévisions, la nouvelle équipe de direction plaît beaucoup au président de la République : pas le genre à vous oublier devant la salle de maquillage, ni à vous importuner avec des questions de journalistes que les Français n'auraient pas eu le (mauvais) goût de poser.

28 août

Université d'été de l'UMP. Sarkozy confirme : il garde la présidence de son parti. Pas le genre à lâcher du pouvoir. Pas maintenant que ça va changer... Il faut bien reconnaître que Nicolas Sarkozy est parfois un homme de parole. Dans le public, au premier rang, il y a le secrétaire d'État aux Questions éthiques, Éric Besson, plus connu comme auteur à succès. Cette année, le même mois, il a réussi deux best-sellers. Le premier sur Sarko, le second sur Ségo. Dans le monde de Nicolas Sarkozy, tout s'achète : les idées, les amis, la fidélité, la loyauté ...

1^{er} septembre

Ce soir : émission spéciale à la télé. Trois heures pour « mieux connaître notre nouveau président », a dit le présentateur. Je me demande ce qu'il peut encore nous dire de lui que nous ne sachions déjà. Manon me dit que, peut-être, il va nous révéler le code de sa carte bleue...

Non franchement, j'étais mauvaise lan-

Le 6 mai, faites que ces lignes demeurent une fiction

Une justice sous pression et sous influence

Une énième loi sur la délinquance, perpétuant la surenchère répressive du candidat UMP au mépris de l'efficacité, une vision de la justice à degré variable, au gré de ses propres intérêts : avec Sarkozy, ce sont les magistrats qui seraient mis à la peine.

Dès les premières semaines, Nicolas Sarkozy entend faire adopter un énième projet de loi destiné à renforcer la lutte contre la délinquance, contenant notamment de nouvelles peines planchers pour les multirécidivistes et une nouvelle révision de l'ordonnance de 1945 sur les mineurs, dans le droit fil de l'idéologie du tout répressif défendue par l'ancien ministre. De plus, un amendement imposant la clôture des dossiers judiciaires pour les simples délits après « une dizaine d'années » d'instruction, pourrait permettre à Jacques Chirac d'éviter la justice, selon *Le Canard enchaîné*. La prolifération d'annonces sécuritaires sans lendemain et la vaine surenchère juridique auxquelles s'est livré l'ancien ministre de l'Intérieur donnent une perception assez exacte de ce que serait la justice sous sa présidence. Jamais, sous la V^e République, un homme d'État n'a autant bafoué la nécessaire séparation entre pouvoirs exécutifs et judiciaires. Jamais non plus, un

ministre n'a montré un tel mépris pour l'institution judiciaire, en multipliant les attaques virulentes et personnelles contre les magistrats dont les verdicts lui déplaisaient. La conception du candidat est bien celle d'une justice sous pression et sous influence.

Pour Dominique Barella, magistrat, la multiplication des peines planchers est une initiative dangereuse : « C'est la négation de la personnalisation des peines, d'une politique de réinsertion adaptée à chacun et donc d'un combat efficace contre la délinquance. Les juges vus par M. Sarkozy sont des juges robots plongés dans le monde d'Orwell. » Cette loi serait aussi désastreuse en termes de politique pénitentiaire : « Aux États-Unis, le résultat des peines automatiques, c'est deux mil-

lions de détenus. Rapporté à la population française, avec la tolérance zéro prônée par Sarkozy, nos prisons devraient se préparer à accueillir 450 000 détenus. Ce sont donc 400 000 places de prison à construire, et 12 milliards d'euros à y consacrer, soit le coût d'environ 300 000 enseignants. »

Quant à l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans pour les mineurs récidivistes, il s'agit d'un engagement à peu de frais : il est probable qu'une telle mesure serait en contradiction avec la Convention internationale des droits de l'enfant, dont la France est signataire.

Pour Sarkozy, la justice est aussi un moyen de pression au service de ses ambitions. Ainsi, le projet de loi sur la délinquance qu'il veut faire passer, prévoirait fort opportunément

l'abandon des poursuites pour les délits instruits depuis plus de dix ans. Cette disposition soulagera au moins deux justiciables : Jacques Chirac, qui serait mis à l'abri de toutes les procédures en cours, et Nicolas Sarkozy lui-même, qui serait par avance absous de toute mise en cause par rapport aux conditions d'achat de son appartement sur l'île de la Jatte.

Manifestement, pour le candidat à la présidence, les vertus répressives de la justice s'arrêtent là où commence la défense de ses propres intérêts et de ceux de son camp.

Éric Lamien



6 mai 2007 ■ LA FRANCE D'APRÈS AVEC NICOLAS SARKOZY

gue. Il a été époustouflant. A 21 h 30, on a bien senti l'émission vaciller. Discours trop attendu, trop classique. Et la bête de scène a ressenti ça. Il y a du Johnny dans Sarko. Il a suffi d'une toute petite perche de Michel Drucker pour que tout bascule.

– « vous savez Michel, je voudrais vous dire que pour moi, tout n'a pas toujours été facile »... Et là, le président arrogant, le Machiavel de l'UMP, est redevenu le gentil petit garçon qu'il n'avait jamais cessé d'être.

Ému aux larmes, Sarko n'est jamais aussi touchant que lorsqu'il parle de lui. Jamais aussi compatissant que lorsqu'il pense à lui. Jamais aussi lumi-

neux que lorsqu'il évoque sa propre réussite. Il y a aussi du Jean-Marie Messier dans Nicolas Sarkozy. S'aimer à ce point... ça fait plaisir à voir ! Voilà un président qui n'a visiblement pas le gène du suicide.

15 septembre

Dingue ! Tout ça en bas de chez moi, presque sous ma fenêtre ! Ce matin, j'ouvre les volets de la cuisine et qu'est-ce que je vois ? Une éclosion de mobile homes. Quatre-vingt-dix ! Je n'avais pas compris jusqu'alors que le « droit opposable au logement », c'était le droit des

8

Santé : malus aux pauvres !

En instaurant une franchise pour les remboursements de soins, Sarkozy orientera les plus riches vers les assurances privées, et remettra en cause l'accès aux soins pour les classes moyennes et défavorisées.

« Responsabiliser les assurés. » Ce vieux dogme néolibéral, qui s'emploie à reporter la faute du déficit sur des usagers jugés irresponsables et des médecins présumés laxistes et complices, résonne comme une antienne. C'est bien celle que tente de faire prévaloir Sarkozy dans son programme. La franchise santé, qui pourrait être mise en place dès le premier budget de la sécurité sociale du mandat de Nicolas Sarkozy, relève de cette idéologie. Concrètement, ce sera un seuil annuel de dépenses (de l'ordre de 700 euros) en dessous duquel l'assurance

maladie ne remboursera rien. Homme de droite assumé, Philippe Juvin, son conseiller spécial sur ces questions, est convaincu que la mise en œuvre de la franchise est le seul moyen de sauver la sécu. Qu'importe qu'elle mette à mal l'idée de solidarité.

Les conséquences annoncées sont catastrophiques. C'est un dispositif excluant quelque 30 % des bénéficiaires du régime général. À charge, pour les plus riches, de se retourner vers des systèmes d'assurances privées. Ceux qui sont en bonne santé et jouissent d'un train de vie confortable bénéficieront ainsi d'un bonus, tandis que les moins bien portants se verront infliger un malus... « Cette politique se traduira très concrètement par un dépeçage de la sécu, au mépris des catégories moyennes et inférieures », prévient Claude Pigement, délégué national PS en charge des questions de santé

et branche sociale. « Il ne faudra pas longtemps aux Français pour s'apercevoir qu'ils sont les principaux dindons de la farce », renchérit Christian Lehmann, médecin, écrivain, et signataire de l'Appel contre la franchise Sarkozy⁽¹⁾. Certains vont devoir amputer leur train de vie pour pouvoir accéder aux soins. D'autres tenteront de les retarder, bon an mal an, voire d'y renoncer. « Tous seront fragilisés, et cette précarité dans le domaine fondamental qu'est la santé les rendra plus flexibles que jamais », avertit Christian Lehmann.

« À l'heure où 13 % de la population – dont 23 % des étudiants – se voient contraints de restreindre leurs soins pour des raisons financières, les inégalités se creuseront un peu plus encore », ajoute Claude Pigement.

Bruno Tranchant

(1) www.appelcontrelafranchise.org

Le 6 mai, faites que ces lignes demeurent une fiction

PÉDOPHILIE ET SUICIDE DÉCLARÉS "MALADIES GÉNÉTIQUES"



sans-logis opposable dans les quartiers des mal-logés. Ce n'est pas à l'ouest de Paris, pas à Neuilly, qu'ils vont recaser les « gueux » du canal Saint-Martin... C'est à l'est de l'Île-de-France. Welcome in the ghetto...

20 septembre

Présentation de la loi de finances pour 2008. Ils n'ont plus peur de rien. Xavier Bertrand, le nouveau ministre de l'Économie et des Finances, balaie d'un revers de son blazer bleu marine à boutons dorés les questions insolentes des

journalistes : « Oui, la droite est de droite ! Oui, il faut en finir avec ces politiques de redistribution par l'impôt ! Toutes ces idées fleurent bon le XX^e siècle socialiste. Il est temps de libérer les énergies. De rendre aux Français le produit de leur travail ! »

C'est l'avalanche : bouclier fiscal, fin des droits de succession, réforme de l'ISF, nouvelles baisses pour les tranches supérieures de l'impôt sur le revenu, exonérations fiscales pour l'emploi de personnel de maison... Comme ça, les riches seront enfin égaux avec les pauvres : ils ne paieront plus d'impôts !

1^{er} octobre

Je ne m'étais pas encore relevé de cette première salve fiscale que le gouvernement attaque à nouveau en piqué ! C'est pas possible, ils ont dû retrouver Alain Madelin !

Ce matin, ils ont présenté la loi de financement de la sécurité sociale : franchise annuelle de 100 euros, déremboursements de médicaments, nouvelles restrictions d'accès à l'aide médicale d'État, création d'une TVA sociale...

Si je n'avais pas peur de terminer le bras couvert de bleus, je me pincerais bien. Je crois que même les plus masochistes n'avaient pas anticipé ça quand ils ont glissé leur bulletin Sarkozy dans l'urne.

13 octobre

Putain de soirée. Tant pis pour Jérôme, mais rien à faire. Je ne peux pas.

– Allez, Manon, on s'en va. On en a assez vu...

– Attends ! on ne peut quand même pas partir maintenant ! On vient à peine d'arriver. C'est quand même son anniversaire...

Moi, je me sauve avant d'attraper de l'urticaire. Il y a pire que Sarko : les sarko boys ! ils sont terrifiants. Ils ont été élevés par Casimir, mais ont basculé du côté obscur de l'Île aux enfants. Ados sous Mitterrand, ils n'ont pas pu assumer leur « droiture ». Depuis mai, ils se sont lâchés sur la France comme des fauves

■
10**Une vision de l'Europe au rabais**

Pierre Moscovici, député européen, secrétaire national PS en charge de l'international, dénonce, à travers le mini-traité défendu par le candidat UMP, une conception de l'Union étriquée et sans perspective.

Nicolas Sarkozy propose de faire redémarrer l'Europe en négociant dès la fin de l'année un mini-traité. Quelle vision de l'Europe sous-tend cette mesure ?

Cette démarche manque totalement d'ambition européenne. Sarkozy propose de simplement reprendre quelques modalités pratiques de l'exercice du pouvoir, sans même envisager l'institutionnalisation de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Et sans volonté de progrès pour l'Europe

sociale. C'est une vision de l'Europe au rabais. C'est un mini-traité pour une mini-Europe. Il souhaite de mini-frontières, en refusant d'envisager la perspective de l'adhésion de la Turquie, qui devra être discutée et négociée. Il veut une mini-gouvernance de l'Union, dirigée par quelques pays au sein d'un directoire. Et enfin, il souhaite un mini-budget. C'est inacceptable pour les Français mais aussi pour les 18 pays d'Europe qui ont voté « oui » à la Constitution, dont de grands partenaires comme l'Allemagne. Cette proposition scandaleusement faible va à l'inverse de la démarche suivie par l'UE. Sa vision de l'Europe est donc étriquée. Elle n'est pas celle d'un pro-européen mais celle d'un nationaliste dissimulé.

Le candidat de l'UMP n'envisage pas de recourir à un réfé-

rendum pour ce traité. N'est-ce pas passer outre l'opinion exprimée par les Français en mai 2005 ?

L'objectif est bien d'éviter ainsi un grand débat démocratique et un nouveau référendum. C'est ignorer le message que les Français ont donné. Ils ne sont pas anti-européens, en tout cas pas dans leur majorité. Ils souhaitent que l'Europe progresse sur les terrains démocratique, social, énergétique, environnemental ou de l'éducation. C'est pour cette raison que la démarche de Ségolène Royal est beaucoup plus pertinente. Elle consiste à conserver les deux premières parties du traité constitutionnel qui font consensus et à intégrer ces nouvelles dimensions dans un grand protocole créateur de droits.

Propos recueillis par Fanny Costes

Le 6 mai, faites que ces lignes demeurent une fiction

frustrés. Plus rien ne les freine. La victoire de l'UMP les a mis en état d'ivresse politique. C'est l'heure de la revanche. Libéraux jusqu'à l'os. Ils ne pensent qu'au fric. Ils ne croient en rien d'autre. Ils s'en vantent. Ils sont à pleurer. Je préfère m'en aller.

23 octobre

C'est formidable. Avec ce gouvernement, c'est une mauvaise surprise par jour ! On n'est jamais déçu... ou plus exactement, on est certain de toujours l'être. Pourtant, les dirigeants de l'UMP ne ménagent pas leurs efforts. Selon une méthode bien rodée, à chaque annonce difficile, le gouvernement met en avant une mesure positive qui l'équilibre médiatiquement. Aujourd'hui, le ministre de la Justice avait à s'expliquer sur sa mise en œuvre d'une politique de détection précoce des jeunes délinquants. Pour contourner le mur des critiques, le Garde des sceaux a annoncé la création d'un nouveau métier. Un nouvel emploi face à de nouveaux criminels : puéricultrice pénitentiaire...

1^{er} novembre

Il a fait froid aujourd'hui. Le président était en banlieue. Mobilisation générale. Gyrophares et uniformes partout. Des airs d'Omaha Beach, un jour de débarquement. Le conseiller com' sur les dents. Comme à chaque déplacement difficile désormais, la police ratisse avant le meeting. Les éventuels persifleurs sont envoyés au poste. Clic-clac, bracelets offerts et accrochage au radiateur : pas bouger, Sarko parler. Quand Sarko fini, vous relâcher... Jeunesse désireuse, jeunesse dangereuse.

Dans la ville voisine, il y a une usine occupée. Les gars avaient le projet de rencontrer le président en délégation. Pour l'occasion, ils s'étaient commandé une superbe bande-

Le piège du contrat unique

Sa proposition la plus tonitruante, l'instauration d'un contrat unique, ne peut que susciter l'inquiétude. Voilà comment le candidat de l'UMP présentait sa mesure, lors de l'émission *À vous de juger*, sur France 2, en novembre 2006 : « Avec mon système, on n'a plus de CDD ; on n'a qu'un CDI dont les droits sociaux augmentent au fur et à mesure de l'ancienneté du contrat. À ce moment-là, vous aurez un CDI comme les autres. » Manipulation rhétorique, semi-mensonge ? En fait de CDI, ce que propose Sarkozy n'est autre que le CNE érigé en norme.

Soit un contrat permettant à l'employeur de licencier le salarié sans motif pendant une période indéterminée. Un vrai progrès social aux yeux d'un Sarkozy qui a fondé toute sa politique de l'emploi sur un axiome totalement aberrant, inspiré du Medef : « faciliter le licenciement pour faciliter l'embauche. » C'est un cadeau pour les entreprises.

Et un piège pour les salariés. Pour eux, le contrat unique, c'est la garantie de l'insécurité professionnelle : « Licenciement sans motif, sans recours, plus de droit collectif mais des transactions individuelles avec indemnités, en échange d'hypothétiques promesses de reclassement », comme le rappelle très justement le socialiste Gérard Filoche, inspecteur du travail, sur son blog.

À terme, c'est aussi l'assurance de répercussions négatives sur la productivité. « Un salarié ne produit bien que s'il se sent sécurisé dans son travail », analyse Michel Sapin, secrétaire national PS en charge de l'économie et de la fiscalité. En plus d'être arbitraire et injuste, la politique de Nicolas Sarkozy s'avère inefficace, contre-productive. **É.P.**

role: « Rendez-nous notre dignité ». Trop subversif... Et eux qui croyaient que le président était maintenant celui de tous les Français.

« Mais je suis entouré d'incapables ou quoi? Vous le faites exprès? Il y a des milliers de personnes qui se pressent sur la place de Paris pour pouvoir travailler avec moi! Alors, arrêtez-moi tous ces types ou je vous vire dans l'heure!» Il ne faut pas gâcher la belle image pour le 20 heures.

Ce nouvel épisode a eu un seul avantage: cet avocat dont j'ai oublié le nom, mais qui devait être un peu de droite, s'est enfin réveillé : « La volonté du président ne peut conduire à ignorer la liberté d'expression et le droit de manifester. »

2 novembre

Une, puis deux, puis dix, puis cent. Dans la nuit noire, des feux de voitures éclairaient les tours. Fumées âcres jusqu'au ciel. Les portables sonnent, vibrent. Les photos circulent en MMS. Après le « happy slapping »⁽¹⁾, la présidence sarkozy permet d'inaugurer le « happy burning »⁽²⁾.

A 18 heures, invité sur Fun Radio, le chef de l'État est revenu sur ses propos et ceux de sa ministre Rachida Dati qui, dans une vidéo qui a fait le tour de l'internet, évoquait une « rénovation

urbaine à coup de Kärcher ».

– « Mais qu'est-ce qui vous choque dans nos propos? C'est la marque allemande qui vous gêne? Parce que c'est le pays de la solution finale? C'est de cela qu'il s'agit? Alors je peux vous comprendre. Disons que si j'avais à recommencer... je proposerais de nettoyer La Courneuve à la sulfateuse. Cela permettra de protéger les braves gens contre tous les parasites. »

Message reçu 5 sur 5. Effet immédiat garanti...

3 novembre

Du coup, entre deux feux, le ministre de l'Intérieur est l'invité de Nicolas Demorand sur France Inter .

Lancement du dernier disque de Moussa du 9.4 pour donner le ton de la matinale :

« T'as prétendu que t'allais venir nous nettoyer au Kärcher,

1. Consiste pour ses adeptes à se filmer à l'aide d'un téléphone ou d'une caméra pendant qu'ils commettent un acte d'agression violente. La scène est ensuite exhibée. C'est en quelque sorte un « scalp numérique ».

2. consiste donc à filmer l'incendie volontaire d'un lieu public, d'une voiture, etc.

3. www.myspace.com/moussadug4

TVA sociale : quand l'ancien ministre était contre

La TVA sociale ? Une supercherie. Elle aurait un impact récessif et serait défavorable aux salariés. Sarkozy le sait parfaitement et le député PS Didier Migaud se fait fort de le rappeler.

La preuve ? Le conseiller budgétaire de Ségolène Royal cite le compte

rendu de l'audition de Sarkozy devant la Commission des finances du Sénat en novembre 2004 : « M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'Économie avait, au vu des études dont il disposait, estimé que l'impact d'une augmentation de la TVA serait selon lui deux fois plus défavorable qu'une

augmentation équivalente de la CSG. Il a ajouté que l'accroissement du taux normal de la TVA serait problématique pour la compétitivité française. »

Cela ne l'a pas empêché de l'inscrire à son programme trois ans plus tard.

É. P.

Le 6 mai, faites que ces lignes demeurent une fiction

L'insécurité professionnelle généralisée

Sa promesse : le retour au plein-emploi d'ici 2012. La réalité : une précarisation généralisée et un conflit social assuré. En matière d'emploi, le programme de Sarkozy, c'est la chronique d'une catastrophe annoncée.

Sarkozy s'est trompé de bataille. Au lieu de mener une lutte contre le chômage et pour la hausse des bas salaires, il s'est engagé dans une chasse aux chômeurs et aux acquis sociaux. D'ailleurs, il ne s'en est jamais vraiment caché. Sa grande idée : instaurer en France un système de sanctions pour les chômeurs qui refusent plus de deux offres d'emploi, en mettant fin à leur indemnisation.

Il suffit pourtant de regarder de l'autre côté de la Manche pour envisager ce qui attend les demandeurs d'emploi avec Sarkozy pour président. En Grande-Bretagne, après 13 semaines de chômage, les chômeurs ont l'obligation d'élargir leurs recherches, géographiquement ou en acceptant n'importe quel emploi, sous peine de se voir suspendre leur allocation.

Sarkozy prépare la société du travail à n'importe quel prix, celle où le marché impose sa loi aux salariés et aux chômeurs, contraints d'accepter des emplois y compris sans rapport avec leurs qualifications et motivations professionnelles. Une société de salariés jetables où le travail aura perdu tout crédit pour le salarié et qui aura pour seule valeur la rentabilité de l'emploi. Tout ceci se fera en réalité au détriment de la valeur tra-



Chamussy/sipa

vail que Sarkozy prétend pourtant réhabiliter.

Et pas question pour les employés de se révolter ou de manifester leur mécontentement. Avec Sarkozy, le dialogue social sera peu à peu réduit au silence. Le service minimum garanti figure en effet parmi les mesures prioritaires du président Sarkozy. Il l'a affirmé dans son document-programme, *Mon Projet* : « Dès l'été, une loi créera un service minimum garanti en cas de grève. » Dans le même ordre d'idée, celui qui cite Jaurès s'apprête à revenir sur toute l'histoire des luttes sociales en exigeant notamment le vote de la grève à bulletins secrets. Dans ces conditions, les fonctionnaires, comme les autres, auront bien du mal à protester contre le sort qui leur est réservé. Sarkozy envisage en

effet de ne remplacer qu'un départ de fonctionnaire sur deux à la retraite. C'est la seule option à laquelle il ait manifestement pensé pour réduire la dette publique. Elle aboutira à supprimer 25 % des postes d'enseignants puisqu'ils constituent la masse la plus importante de la fonction publique. Sarkozy est prêt à tout, même à brader l'école et l'avenir de nos enfants.

Toutes ces mesures n'auront comme conséquence que de tirer économiquement la France vers le bas et de provoquer des cassures sociales considérables. Au lieu d'investir dans la recherche et l'innovation pour relancer, à long terme, l'emploi et la croissance, Sarkozy bâtit la France à courte vue et de l'insécurité sociale.

Élisabeth Philippe

6 mai 2007 ■ LA FRANCE D'APRÈS AVEC NICOLAS SARKOZY



Euronext			
00	Open		75,00
%	Max		90,00
90	High		75,00
	Low		75,00
00	Min		60,00
%	Close		75,61
Ask	Qty	Nb	
74,25	74,99	10	1
74,24	75,00	10687	1
73,89	75,65	25000	1
73,49	75,68	400	1
73,14	75,70	1001	2
Qty	Price		
5	75,00		
10	75,00		
22	75,00		
28	75,00		
65	75,00		

Remy de la Mauvinière/AP/Sipa

14

On t'attend de pied ferme, tes paroles vont t'coûter cher...»⁽⁵⁾

Le ministre donne le sentiment de ramer à contre-courant avec une petite cuillère...

5 novembre

Il paraît que la chancelière allemande est furieuse. Dans *le Monde* d'hier, le correspondant à Berlin rapporte la colère d'Angela Merkel : « Pendant la campagne présidentielle, je n'ai pas réagi à ses propos sur les Allemands pour ne pas le handicaper face à Madame Royal. Mais là c'est trop. Recommencer avec l'Allemagne, pays de la solution finale... Il est vraiment fou. Il va finir par dire que les Allemands ont un gène nazi. » Après

les émeutes dans les quartiers en France, il ne manquait plus qu'une crise franco-allemande. L'ambassadeur d'Allemagne s'est rendu dès hier au quai d'Orsay pour obtenir des explications de la part de Philippe Douste-Blazy, l'indéboulonnable ministre des Affaires étrangères.

17 novembre

C'est l'anniversaire de la création de l'UMP. Nicolas Sarkozy a commandé à Publicis un film relatant ses exploits. À Villepinte, 40 000 personnes sont attendues pour fêter cet événement avec le président. La journée ne coûtera que 3 millions d'euros, a révélé le trésorier du fameux mouvement du président.

À 16 h, pour clôturer cette mémorable journée, les géniaux animateurs font arriver, au bout d'une grue mécanique, un immense gâteau représentant la France. Le logo de l'UMP s'étale sous la forme d'une abondante chantilly.

À 16 h 05, une jeune femme à la chevelure peroxydée crève la pâtisserie et entame un « Happy Birthday Mr Président, pouppupidou ouah ! »...

Le président, qui a attrapé la main de son fils Louis, ne retient pas sa larme. Elle coule – en gros plan et au ralenti – en direct sur la chaîne télé de son ami Martin Bouygues.

5 décembre

Nicolas Sarkozy s'est rendu ce soir avec son avion « Air France 1 » à Washington. Il doit rencontrer George Bush demain matin à la Maison-Blanche. Cette fois l'entretien ne se fera pas entre deux portes... La presse rapporte que dans l'entourage de Nicolas Sarkozy, on

Le 6 mai, faites que ces lignes demeurent une fiction

L'horreur économique selon Sarkozy

Le candidat UMP serait le Président de la France des privilégiés et des privilégiés. Ses premières mesures fiscales favoriseraient d'emblée un accroissement inédit des inégalités.

Heureux les riches car au royaume de Sarkozy, ils seront encore plus riches. Bienheureux le patronat, les hauts salaires et tant pis pour les salariés, les travailleurs précaires et les chômeurs.

Une vision caricaturale ? Si seulement. Les propositions du candidat UMP posent les bases d'une société toujours plus inégalitaire. Idéologique, irréaliste et inefficace, le programme de Nicolas Sarkozy, une fois appliqué, fera basculer, à coup sûr, la France, dans l'horreur économique. Et ce, dès les cent premiers jours d'exercice du pouvoir.

Pressé de remettre la France au travail, le président Sarkozy prendra soin de s'attaquer au plus vite à sa loi de finances rectificative. Au cœur de ce projet, une mesure phare : l'exonération de charges sociales et d'impôt sur le revenu pour les heures supplémentaires. Soit la traduction concrète de l'escroquerie intellectuelle qui a servi d'antenne à Sarkozy durant toute la campagne : « travailler plus pour gagner plus ».

En réalité, ces exonérations ne vont augmenter qu'une seule chose : le chômage. Avec un tel cadeau fiscal, de nombreuses entreprises seront

tentées de substituer les heures supplémentaires à l'embauche. Pourquoi créer de nouveaux emplois quand on peut, à loisir, faire travailler davantage les salariés déjà en poste ? Le clivage entre ceux qui sont en poste et ceux qui recherchent du travail s'en trouvera encore creusé et la France un peu plus divisée.

Mais le président de la France des privilèges et des privilégiés ne compte pas s'arrêter en si mauvais chemin. Il est également fermement décidé de favoriser le bon vieux capitalisme familial à la française. Puisqu'au rang des mesures qu'il prendra dès son arrivée à l'Élysée, figure en bonne place la suppression de l'impôt sur les successions.

« Est-ce que la meilleure façon de valoriser le travail est de valoriser le « travail » de l'héritier ? interroge Michel Sapin, secrétaire national du PS en charge de l'économie et de la fiscalité. Cette position est contradictoire sur un plan social et choquante du point de vue moral. » D'autant que rien n'assure que l'héritier est plus compétent qu'un manager professionnel pour gérer une entreprise.

À terme, cette mesure pourrait avoir des répercussions plus que négatives sur la productivité et la compétitivité. En outre, Sarkozy n'a pas peur d'affirmer qu'une telle ristourne bénéficiera à tout le monde. Or, les patrimoines sont taxés à 13 % seulement pour les sommes supérieures à 1 million d'euros, ce qui représente moins de 0,3 % des successions.

Autre priorité aberrante : abaisser à quatre points de PIB le taux de prélèvement obligatoire en cinq ans. Même l'ultralibérale Margaret Thatcher n'est jamais parvenue à un tel résultat. Tout cela pour mieux imposer une « TVA sociale ». Sarkozy souhaite augmenter la TVA d'environ quatre points, pour la faire passer de 19,6 % à 23 % ou 25 %. Une mesure injuste socialement et dangereuse économiquement. Ce sera aux consommateurs de payer l'impôt de leurs employeurs ! Quant aux incidences sur le pouvoir d'achat des Français, l'ancien ministre des Finances ne semble pas y avoir pensé. Pas plus qu'à la dette publique.

Durant la campagne, Sarkozy a d'ailleurs indiqué que la réduction du déficit n'était pas une priorité. Peut-être pas pour lui, mais très certainement pour les contribuables français. Prenant modèle sur les États-Unis, Nicolas Sarkozy a entrepris de mener une politique économique fondée sur la baisse des impôts, dépourvue de responsabilité budgétaire. Une stratégie aventureuse qui, à terme, placera la France dans une situation de détresse budgétaire et conduira à des coupes claires dans les dépenses publiques. De plus, si les finances publiques ne sont pas assainies, la France risque d'entrer en conflit ouvert avec ses partenaires européens.

Une France divisée, isolée, voilà à quoi mènera ce naufrage économique.

Élisabeth Philippe

6 mai 2007 ■ LA FRANCE D'APRÈS AVEC NICOLAS SARKOZY

décrivait ces dernières heures un « président très excité » à l'idée de rencontrer « d'égal à égal » le patron de la première puissance mondiale...

6 décembre

20 h. Toutes les télévisions sont en boucle sur le déplacement américain de Nicolas Sarkozy. George Bush n'a pas lésiné. Pour une fois qu'il trouve un inconditionnel en France ! je m'aveale mon pastis d'une traite... Et je crois que demain je recommence la cigarette...

En rattachant son invité, il s'est

même allé à prononcer devant les caméras quelques mots en français (avec son inimitable accent texan) : « J'adoore votre new president. Avec lui nous pòvons changer le mooonde. Nous par-tachons l'essential. The same valeurs. Nous defendre the same civilisation. J'adoore son livre sur le religious dans le politique. Vive la France ! »

Cela fait à peine six mois que Sarkozy est président. Je n'en peux plus. Je me dis que c'est pas possible... On va se réveiller... Le 6 mai 2007, les Français n'ont pas voté Sarkozy !

Thomas Cognac

Sérieux ou satiriques... les sites anti-Sarko

16

AntiSarko : Des arguments à la pelle contre les idées néolibérales et réactionnaires du chef de file de la droite et des analyses pour dénoncer l'imposture et éviter que le pire ne survienne.... Vidéos, campagne d'affiches, podcasts, appels et pétitions... Tout est bon pour faire barrage à l'ennemi déclaré de la gauche.

<http://antisarko.re-so.net/>

Sarkostique : Le « blog satirique officiel de Nicolas Sarkozy ». Tout ce qu'il faut savoir sur une candidature qui rassemble derrière elle une majorité dont le bilan est proche du néant intersidéral. Sans doute ce qui se fait de mieux en la matière.

<http://sarkostique.over-blog.com/>

SarkoDanger : « La vérité sur Nicolas Sarkozy par des militants UMP qui en ont assez. » Familiers des pratiques sournoises de l'ex-ministre de l'Intérieur, des militants mettent en garde leurs concitoyens contre les dangers que son accession à l'Élysée ferait courir au pays. Un site qui dénonce l'imposture d'un « gesticulateur précoce ».

<http://sarkodanger.blogspot.com/>

SarkoNews : Revue de presse anti-Sarko, nombreux dessins satiriques, photomontages, tout ce qu'il faut savoir pour saisir le virage ultradroitier du chef de file de l'UMP. Témoignages, anecdotes, analyses... Un concentré de mots et

d'images fortes pour se convaincre une bonne fois pour toutes de ne pas « confier la force de frappe à une petite frappe », selon la bonne formule de Riss.

<http://sarkozynews.canalblog.com/>

SarkozyPrésident2007 : Cet espace satirique reproduit un vrai faux site de l'UMP. Et démontre, exemples à l'appui, que le populisme à la mode Sarko n'a décidément pas de limite. Avec, en prime, un T-shirt à l'effigie de « Sarkospam ».

<http://sarkozypresident2007.org/>

Betapolitique : des chroniques, des analyses, des revues de presse anti-Sarko sur ce « blog politique connectif » qui a mis en ligne Ruptures, du magistrat Serge Portelli, un livre très critique sur le programme du candidat en matière de sécurité et de justice, document censuré par l'éditeur qui devait le publier.

<http://www.betapolitique.fr>

B.T.



Le 6 mai, faites que ces lignes demeurent une fiction

Chronique d'une dérive antirépublicaine

Un document, consultable sur le site du parti socialiste, analyse en détail la cohérence des discours de campagne de Sarkozy, qui dessinent une France réactionnaire et inquiétante.

Propos de campagne de Nicolas Sarkozy : « Mes chers amis, nos électeurs nous ont quittés pour le FN parce que nous n'étions pas décidés à défendre les valeurs qui sont les nôtres. » (Lyon, 5 avril 2007). À quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle et à l'occasion d'une des déclarations les plus honteuses de Nicolas Sarkozy sur un supposé déterminisme génétique, nombre de commentateurs ont pu relever les dérives du candidat de l'UMP vers une droite décomplexée. L'examen des discours, des articles, des interviews de Nicolas Sarkozy montre pour tout observateur attentif une mue nationaliste, identitaire et réactionnaire d'un candidat qui, en trois mois, a tourné le dos aux fondements idéologiques de la droite républicaine.

Sa campagne a pris à plusieurs reprises les accents d'un nationalisme outrancier que l'on n'avait plus entendu chez un candidat de la droite républicaine depuis 1945. Parti en guerre contre des ennemis imaginaires (les « repentants »), Nicolas Sarkozy n'a cessé de dire que la France n'avait rien à se reprocher. Il s'est ainsi attaché à disculper la France de son passé colonial. La vision de la nation portée par Sarkozy s'inscrit directement dans la lignée des conceptions identitaires,

agraraires et biologiques du nationalisme d'extrême droite. tre Français selon lui, c'est d'abord et avant tout l'être par le sang : « Nul ne peut comprendre l'attachement charnel de tant de Français à la terre de France s'il ne se souvient pas que coule dans leurs veines du sang paysan voué pendant des siècles à féconder le sol français. » (Lille, 28 mars 2007). Le candidat de l'UMP conçoit l'immigration comme une menace pour l'identité nationale. Sa proposition de créer un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale ressuscite la peur de l'étranger, amalgamant immigrés intégrés de longue date dans la société française, nouveaux arrivants réguliers et clandestins, tous porteurs du même danger : celui de « dénatuer » la nation.

À travers ses propos sur le déterminisme génétique de la pédophilie ou du suicide, mais aussi une vision extrêmement traditionaliste des femmes ou bien encore sa vision du rôle des religions dans l'espace public, Nicolas Sarkozy n'a eu de

cesse également de décliner une conception réactionnaire de la société.

Enfin, la cohérence du projet de Nicolas Sarkozy se fait dans la diabolisation des positions des uns et des autres. Ses propos sont parfois sexistes, quand il qualifie Ségolène Royal d'« hystérique », toujours blessants, quand les émeutes des banlieues ne suscitent dans sa bouche que les réponses de « Kärcher » et « racailles ».

Il est clair que nous ne sommes plus dans la tradition gaulliste mais dans autre chose, un corpus doctrinal réactionnaire. Et cela ne peut pas être masqué par quelques citations empruntées à Jaurès et à Blum ! C'est pourquoi il faut faire barrage à cette candidature, dans l'intérêt même des Français et de la République.

Pour consulter l'intégralité de ce document :

<http://militant.parti-socialiste.fr/2007/04/24/nicolas-sarkozy-campagne-derive-anti-republicaine>

